

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Prendre part, faire monde

Camille Louis

Number 322, Winter 2018

Partager le monde

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/89574ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Louis, C. (2018). Prendre part, faire monde. *Liberté*, (322), 30–31.

Tous droits réservés © Camille Louis, 2018

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Prendre part, faire monde

Traduire en actions un monde commun, hétérogène et partagé

CAMILLE LOUIS

Nous sommes le 15 septembre 2018 et aujourd'hui commencent en France les renommées Journées du patrimoine, dont le thème est, cette année, le « partage ». Divers lieux culturels disséminés sur tout le territoire français invitent donc les visiteuses et visiteurs à célébrer cette belle et honorable vertu qui, pour être articulée ainsi à la notion de patrimoine, pourrait être considérée comme ce qui nous appartient, ce qui nous est propre, à nous, Français, à nos « pères » et à notre patrie. Cette patrie française, aujourd'hui gouvernée par un président qui entend en effet l'élever comme s'il en était le père, le protecteur, l'éducateur et le responsable de sa lumineuse propreté, est pourtant le lieu où ne cessent de se multiplier des scènes agencées non pas selon « l'art du partage », conçu comme créateur d'expérience de convivialité et d'égalité, mais selon sa *technique* contemporaine qui réduit le sens du « partage » à celui de l'attribution inégale des parts. Alors que la radio matinale fait la promotion de ces journées festives au sein desquelles on pourra collectivement se réjouir de nos moments communs et de nos espaces publics, la sortie dans la rue et l'entrée dans le métro parisien présentent ce matin, comme tous les matins depuis bien trop d'années, la preuve manifeste d'un partage des temps et des lieux qui ôte à l'un comme à l'autre leurs qualités fantasmées. Car qu'y a-t-il de « commun » entre la rapidité des citadins qui traversent les rues ou les quais d'un pas pressé et le rythme ralenti de ces « corps étrangers » endormis qui transforment les trottoirs en lits de fortune ? Certains sont dans le temps de l'activité, des affaires qui roulent en mettant le pays « en marche », tandis que d'autres sont condamnés au temps sans qualité de l'arrêt forcé ou de l'attente indéfinie. Et de quel « public » peut-on parler quand l'espace qui « nous » réunit ne présente plus aucune des conditions à partir desquelles il est encore possible de parler de « peuple », de cette entité hétérogène, faite de multiplicité, caractérisée non pas par Une Identité appropriée, mais par un processus de désidentifications-réidentifications qui fait de « moi » non pas seulement une jeune femme française mais une « citoyenne », un membre de la communauté, un « plus qu'un être vivant » et que l'on nomme, tout simplement, un sujet politique ? Sujet qui, en France, devrait pouvoir *prétendre* à une *existence démocratique*.

Pourtant, au-delà de la *prétention* française dont ces journées sont aussi le symbole, il y a l'expérience telle qu'elle peut être ainsi faite, chaque matin, non seulement d'un déni mais aussi et surtout d'une destruction des *existences*. Existences de tous ces « autres » qui n'ont pas part à la communauté policée qui, elle, se réjouit de son sens du partage au moment même où ses gestes en réduisent le sens à cette peau de chagrin de la partition, de la privatisation, de l'exclusion ; mais aussi nos existences à « nous », les reconnus Français.es, qui, en acceptant de manière plus ou moins consciente selon les un.es et les autres cette mise à l'écart des « étrangers » – qu'il s'agisse de celles et ceux que l'on nomme migrants ou de celles et ceux qui ne rentrent pas dans la norme économique ou le mode de vie dominant –, finissons par tolérer le rapt de ce sans quoi nous ne pouvons exister : le rapport à l'altérité. *Exister* signifie être hors de soi : hors d'une identité restrictive, en effet, mais aussi « être au dehors », qui ne peut exister qu'à condition d'un minimum d'altération de notre site, de perturbation du « moi » et d'introduction d'un minimum d'autre. Ce que nous vivons aujourd'hui, et tout particulièrement depuis ce que l'on nomme injustement la « crise des migrants », ne cesse de nous distancier de nos existences « partagées » : celles que nous avons en commun en tant que sujets d'un monde que l'on peut encore dire tel. Ce monde commun que la fermeture des frontières, le rejet des populations exilées hors de « chez nous » ou admises chez nous dans une forme qui les jette au dehors de l'humanité – ainsi sans doute pourrait-on entendre le nom de « jungle » donné au camp de réfugiés qui existait à Calais ; ainsi sans doute pourrait-on considérer les conditions déshumanisantes des centres fermés au sein desquels les exilés sont à présent placés. Ce monde commun continue pourtant parfois de se manifester et, précisément, donne lieu à une manifestation d'un tout autre type au sein de ces Journées du patrimoine.

Demain, dimanche 16 septembre, certain.e.s d'entre nous – un nous multiple et transnational – se réuniront au Musée d'art contemporain du Val-de-Marne afin de lire aux visiteurs un mélange de témoignages d'hospitalité et d'arguments réclamant l'inscription de cette dernière – dont, avec la solidarité, la patrie française fait un délit – au statut de patrimoine culturel immatériel de l'humanité. L'action a été lancée par le PEROU

(Pôle d'exploration des ressources urbaines) qui, depuis 2012, s'efforce de collecter tout ce qui continue de résister à une politique mondiale grandement devenue police *immonde*. Avec Sébastien Thiéry, cofondateur du PEROU, nous lancerons cette action dans ces mots : « À Calais, Avignon, Paris, Arles, Ris-Orangis, ou Grigny, au beau milieu de jungles, bidonvilles, camps ou campements, les équipées du PEROU ont relevé et inlassablement cultivé les lieux, les gestes, les relations qui s'y inventaient afin d'en intensifier l'existence, afin d'en faire retentir la charge d'avenir. En situation, comme sur les scènes politiques et judiciaires, ont ainsi été constituées les preuves d'une hospitalité créatrice de mondes désirables. Le PEROU a pour ce faire construit avec du bois, des mots, des images, des sons, des pierres, des danses. Il a ainsi dessiné à même le territoire d'autres horizons possibles, en contre-feu des plans mortifères et sans avenir de la pelleteuse, du mur, du barbelé, et du centre d'éloignement ou de rétention attenant. Les chantiers du PEROU s'inscrivent dans le sillage et sous l'égide



des gestes de soin, d'attention, de considération, d'amitié que ne cessent de cultiver nombre de nos concitoyens à l'endroit des personnes cherchant refuge parmi nous. En dépit des lois les criminalisant, en dépit des dispositifs de contrôle visant à les juguler, ces actes d'hospitalité demeurent solidement enracinés dans le quotidien d'anonymes, d'associations, de collectifs démultipliés. Ils constituent un patrimoine vivant non reconnu comme tel, un trésor considérablement précieux pour les générations à venir, qui connaîtront au centuple les migrations et brassages planétaires.»

Je suis engagée dans cette action alors que, depuis quelque temps, j'éprouve un certain malaise à recevoir de manière quasi hebdomadaire une invitation à participer à un événement, à une publication, à un colloque sur ce « thème » de l'hospitalité. J'essaie chaque fois de bien évaluer les ressorts et effets de ces invitations : s'agit-il de poser les bases d'actions collectives porteuses de transformations réelles ou s'agit-il simplement de relever, du haut de nos tribunes et confortablement assis sur nos sièges de doctes, le niveau des atrocités que « nous » savons si bien expliquer tout comme nous saurions,

en bons penseurs, artistes, experts, en indiquer le remède et la « bonne marche » à suivre selon les préceptes de l'humanisme et de la tolérance dont nous sommes, évidemment, propriétaires au pays des Lumières ? J'accompagne le PEROU depuis quelques années maintenant, car nous nous sommes rencontrés loin des célébrations de « paroles » et des conférences sur l'hospitalité mais au plus près des gestes et des actes qui la démontrent et la rendent effective. Nous nous sommes en effet retrouvés à Calais, au temps de ladite « jungle », lorsque nous y étions avec mon si cher et précieux collègue récemment décédé Étienne Tassin (« Témoigner de la puissance d'agir », sur Médiapart.fr) et que nous faisons l'expérience immédiate de ce type d'hospitalité qui renverse, je crois, ce que l'on aime tant en vanter « de loin ». C'est-à-dire celle qui la confond quelque peu avec une forme de charité par laquelle « moi », le sujet installé en un chez-soi identifié, je peux accueillir « l'autre ». Car ce qui s'éprouve très souvent pour qui est allé un jour dans le camp, c'est précisément le fait de se trouver, en tant qu'Européen bénévole ou visiteur, interpellé par un des résidents temporaires qui, tout en n'ayant ici aucun « chez lui », nous y invite. Et nous y invite d'emblée. Pas un regard croisé qui ne soit succédé d'un « Hello ! How are you ? », pas un groupe de jeunes hommes ou femmes assis sur un petit tas de caisses ou monticules de bois qui ne vous propose de les rejoindre pour boire un thé ou échanger des histoires. Dans ce temps suspendu de l'arrêt auquel sont assignés les femmes et hommes exilés, il y a tout autant la détresse du vide que le besoin incommensurable d'un peuplement nouveau, celui par lequel nous pouvons encore occuper le temps ensemble, nous redonner du temps pour nous rencontrer, partager, en effet, un bout d'espace sans autre enjeu que celui d'exister. Cela paraît d'une simplicité extrême et pourtant, c'est ce bien le plus simple et apparemment inné de l'existence en commun que tout, et particulièrement les techniques qui répartissent inégalement les parts en se couvrant sous le nom de « partage », semble tendre à annuler.

Alors, il faut témoigner : raconter d'autres mondes possibles en donnant la parole aux autres qui, précisément, en sont les premiers témoins. Porter ces paroles entre *nous autres*, entre *nous en tant qu'autres*, c'est aussi pouvoir altérer les imageries fantasmées d'une Europe dont la « survie » serait menacée par l'invasion des « barbares ». Car les personnes exilées ne sont pas seulement les témoins passifs d'une mondialisation vorace qui détruit les vies pour sauver les richesses. Elles sont aussi les témoins du monde qui peut venir en résultat de nos actions partagées, de nos actions populaires, d'un peuple enfin retrouvé dans le chaos du *demos* qui est pour nous tous une chance d'existence. **L**

♦ **Camille Louis** est artiste, dramaturge, co-initiatrice du collectif international kom.post et docteure en philosophie.